

Investissements en faveur des infrastructures forestières

Programme de Développement Rural de Champagne-Ardenne : mesure 4-3-1

Soutien à la desserte forestière

APPEL A CANDIDATURES 2021-2022

FORMULAIRE DE CANDIDATURE

Dates limite de dépôt du dossier:

	Appel à candidatures 2021
Date de l'ouverture	06 décembre 2021
Date de dépôt de la demande	28 avril 2022

Une fois complété, ce formulaire de candidature constitue, avec les justificatifs joints par vos soins, le dossier unique de demande d'aide pour tous les financeurs potentiels associés dans cet appel à candidatures.

Toutes les informations demandées dans ce document doivent être fournies
Lire attentivement la liste des pièces à fournir (page 6)

Les indications relatives à l'obligation de publicité, sont téléchargeables sur le site <http://europe-en-champagne-ardenne.eu>, sur la page de publication où sont téléchargeables l'AAC Desserte forestière 2021 et ce même formulaire.

Qui contacter pour toute information ?	Direction Départementale des Territoires (DDT) du département de la situation des travaux envisagés
Où faire parvenir votre dossier de candidature ?	(voir page 13 de l'appel à candidatures)
Le présent formulaire est accompagné de :	
Annexe 1 : Récapitulatif des dépenses prévisionnelles	
Annexe 2 : Grille de sélection du dossier de demande d'aide	
Annexe 3 : Aides <i>de minimis</i>	

Informations réservées aux services instructeurs – NE RIEN INSCRIRE DANS CE CADRE

Date de dépôt de la demande d'aide	____/____/____
Date de l'accusé réception complet (AR)	____/____/____
N° administratif de dossier (Osiris)	_____

c) Garantie de gestion durable (propriétés intersectées par l’emprise des ouvrages)

(joindre obligatoirement le justificatif précisé dans la liste des pièces à fournir - plusieurs cases peuvent être cochées)

Nom des propriétaires	Surface forestière d’un seul tenant parcelles concernées par les ouvrages + parcelles contiguës, par propriétaire	Document de gestion durable : aménagement / PSG (obligatoire ou volontaire) / RTG / CBPS	Natura 2000 signature d’un contrat, adhésion à la charte ou agrément L. 122-7
	_ _ _ ha_ _ _ a _ _ _ ca		
	_ _ _ ha_ _ _ a _ _ _ ca		
	_ _ _ ha_ _ _ a _ _ _ ca		
	_ _ _ ha_ _ _ a _ _ _ ca		
	_ _ _ ha_ _ _ a _ _ _ ca		
	_ _ _ ha_ _ _ a _ _ _ ca		
	_ _ _ ha_ _ _ a _ _ _ ca		
	_ _ _ ha_ _ _ a _ _ _ ca		
	_ _ _ ha_ _ _ a _ _ _ ca		
	_ _ _ ha_ _ _ a _ _ _ ca		

d) Opération collective portée par une structure de regroupement ou par un maître d’ouvrage délégué :

(Indiquez la forme de la structure de regroupement et le nombre de partenaires concernés par le projet)

e) Calendrier prévisionnel des investissements

Date prévisionnelle de début de projet : ____/ 20____ (mois, année)

Date prévisionnelle de fin de projet : ____/ 20____ (mois, année)

année de réalisation des travaux	dépense prévisionnelle correspondante (€)
	_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _
	_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _
	_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _
TOTAL des dépenses prévues	_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _

f) Caractéristiques techniques

Un raccordement à la voirie publique est-il prévu dans le projet ? oui non

Avec enrobage oui non

Distance de débardage moyenne des parcelles à desservir, avant travaux : _____ mètres

Portance du terrain : terrain portant terrain faiblement portant

Pente moyenne des parcelles à desservir : peu accidenté (<15%) accidenté (15% à 30%) très accidenté (> 30%)

Déclivité moyenne de la route : _____.% Déclivité maximale de la route : _____.%

PIECES A FOURNIR

	Pièces	Type de demandeur et de projet concerné	Pièce jointe	Pièce déjà fournie en DDT
Pièces	Exemplaire signé du formulaire	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Annexe 1 et les devis descriptifs et estimatifs prévisionnels détaillés du coût des travaux par nature de dépense	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Preuve d'identité	Extrait k bis	Sociétés civiles et sociétés commerciales, coopératives, Groupements (sociétés civiles): GF, GFR	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Copie d'une pièce d'identité	Tous sauf personnes publiques	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Certificat d'inscription au répertoire SIREN	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Récépissé déclaration préfecture ou publication JO	Associations 1901, Associations syndicales, Fondations	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Preuve de propriété	Extrait de matrice cadastrale récent et à jour ou acte notarié	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Liste nominative récapitulative des propriétaires dont les projets sont regroupés, avec indication de la surface de chacune des propriétés	Structures de regroupement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Preuve de représentation légale ou de pouvoir	Mandat des propriétaires	Structure de regroupement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Délibération de l'organe compétent approuvant le projet	Toutes personnes publiques: collectivités territoriales et leurs groupements, ASA, ASL, EP d'enseignement ou hospitaliers, GIP, SAFER	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Accord sous seing privé ou acte authentique devant notaire si la nue-propriété ou l'usufruit est en indivision	Usufruitier ou nu-propriétaire (<i>selon la qualité du demandeur</i>)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Mandat des co-indivisaires, ou des co-propriétaires ou de l'époux demandeur mais non propriétaire ou de toutes personnes se partageant le droit de propriété	Mandataire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Pouvoir de tutelle ou curatelle	Tuteur légal ou curateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Décision du Président ou CR d'Assemblée générale	Associations loi 1901, AFF, ASA, ASL, Fondations	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Décision du gérant ou CR d'Assemblée générale et pouvoir du co-gérant en cas de co-gérance	Sociétés civiles dont groupements (SCI, GF, GFR), sociétés commerciales dont coopératives (OGEC)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
pièces administratives	Liste des aides <i>de minimis</i> perçues au cours des 3 derniers exercices glissants (annexe 3)	Toutes les personnes privées, physique ou morale	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Attestation sur l'honneur portant sur le respect des obligations légales, administratives, sociales, fiscales et comptable (annexe 4 du présent formulaire de demande d'aide)	Tous		
	Relevé d'identité bancaire	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Formulaire de respect des règles commande publique	Si marché public	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pièces techniques	Acte constitutif: copie de la publication au JO ou récépissé de déclaration en préfecture	Associations loi 1901, AFF, ASA, ASL, Fondations	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Fiche annexe relative à la sélection (annexe 2)	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	« Justification des autorisations réglementaires (y compris Avis de l'Autorité Environnementale : arrêté suite à l'analyse au cas par cas, étude d'impact) ».	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Plan de situation au 1/25 000 daté signé	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Plan de masse cadastral daté signé avec indication du Nord et échelle de type graphique, à une échelle permettant de présenter toutes les indications sur le projet ainsi que les références cadastrales des parcelles concernées.	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Accord du gestionnaire de la voirie publique	Projets prévoyant un raccordement à la voirie publique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Justificatif de gestion durable (décision agrément PSG, approbation d'aménagement, ou attestation d'adhésion à un RTG ou un CBPS)	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

NB : Des pièces complémentaires pourront être demandées ultérieurement si elles s'avèrent nécessaires à l'instruction du dossier

Fait à _____ le ____ / ____ / ____

Nom, prénom et qualité du demandeur (représentant légal de la structure sollicitant l'aide) :
Signature(s) du demandeur (représentant légal de la structure sollicitant la subvention FEADER)

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à instruire votre dossier de demande d'aide publique. Conformément à la loi «informatique et libertés» du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification touchant les informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication des informations vous concernant, veuillez vous adresser au GUSI.

ATTESTATIONS ET ENGAGEMENTS

Je demande (nous demandons) à bénéficier des subventions mentionnées dans le tableau précédent.

Je déclare (nous déclarons) et atteste (attestons) sur l'honneur pour le projet :

- dans le cas d'une aide attribuée au titre du régime cadre exempté n° SA 41595 (2016/N-2), ne pas avoir commencé l'exécution de ce projet, avant l'accord explicite des financeurs du présent appel à candidatures,
- l'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et des pièces jointes,
- n'avoir fait l'objet d'aucun procès-verbal dressé dans l'année civile qui précède la date de dépôt de ma demande au titre des points de contrôle des normes minimales attachées à l'investissement aidé,
- ne pas avoir sollicité une aide autre que celles indiquées sur ma demande sur le même projet et les mêmes investissements,
- avoir pris connaissance que ma demande d'aide sera sélectionnée par appel à candidature et pourra être rejetée au motif que le projet ne répond pas aux priorités ou critères définis régionalement et/ou au motif de l'indisponibilité de crédits affectés à cette mesure,
- maintenir ouverts gratuitement au public les investissements aidés,
- que les investissements aidés contribuent à la multifonctionnalité du massif forestier conformément à la description faite dans le formulaire de demande de soutien du projet,

Si le demandeur est un OGEC ou coopérative ou un particulier mandaté par plusieurs propriétaires, j'atteste sur l'honneur :

- avoir obtenu de la part du/des propriétaire(s) concernés l'autorisation de réaliser ces travaux sur leurs terrains,
- avoir reçu des propriétaires des terrains sur lesquels les travaux sont projetés, l'engagement écrit :
 - que les terrains à desservir seront affectés à la production forestière et conserveront leur vocation forestière pendant cinq ans à compter de la date à laquelle intervient la décision juridique,
 - de maintenir l'état fonctionnel de la route ou de la piste pendant cinq ans à compter de la date à laquelle intervient la décision juridique,
 - de garantir le libre accès à la propriété aux autorités compétentes chargées des contrôles, pour l'ensemble des paiements que je sollicite,
 - de pouvoir apposer une plaque comportant les éléments de publicité requis par la réglementation communautaire,
 - qu'ils n'ont pas sollicité et ne solliciteront pas à l'avenir, pour le projet réalisé sur leur terrain, d'autres aides publiques,
- avoir informé le/les propriétaire(s) concernés qu'en cas de reversement des sommes versées pour manquement à leurs engagements je pourrais me retourner contre-eux.

Je m'engage (nous nous engageons) à :

- informer l'ensemble des financeurs de toute modification de ma (notre) situation, de la raison sociale de ma (notre) structure, de mon (notre) projet ou de mes (nos) engagements,
- me soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place qui pourrait résulter de l'octroi d'aides nationales et européennes,
- ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet »,
- détenir, conserver, fournir tout document ou justificatif permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération, demandé par l'autorité compétente, pendant 10 années,
- respecter les réglementations nationales et européennes relatives à l'environnement,
- accepter les conditions de valorisation de l'opération par les financeurs (par exemple : accès aux visites, supports de communication),
- remplir les obligations de résultat fixées par l'arrêté régional en vigueur,
- débiter les travaux impérativement dans un délai de 1 an maximum suivant la notification de la subvention,
- transmettre sans délai à la DDT la déclaration de début de travaux,
- réaliser (c'est-à-dire l'ensemble des factures doivent être acquittées) l'opération présentée dans ma demande conformément aux conditions techniques et financières définies par les textes, notamment l'arrêté régional en vigueur, et la décision d'attribution d'aide, et dans la limite des délais fixés dans l'appel à candidatures 2021,

Si le demandeur agit à titre individuel, je m'engage à :

- laisser affectés à la production et à la vocation forestière les terrains desservis par le présent projet pendant cinq ans à compter de la date à laquelle intervient la décision juridique,
- maintenir l'état fonctionnel de la route ou de la piste pendant cinq ans à compter de la date de paiement final de l'aide,

- permettre et faciliter l'accès à ma propriété forestière aux autorités compétentes chargées des contrôles, pour l'ensemble des paiements que je sollicite, pendant cinq ans à compter de la date à laquelle intervient la décision juridique,
- à respecter les obligations de publicité européenne, conformément au règlement d'exécution (UE) n°808/2014 (annexe III- point 2 « responsabilités des bénéficiaires ») modifié le 29/04/2016 : si l'aide publique totale (aide FEADER comprise) est inférieure à 50 000 €, la pose d'un support est facultative et laissée au libre choix du bénéficiaire. Si l'aide publique totale (aide FEADER comprise) est supérieure ou égale à 50 000 € et inférieure à 500 000 € : la pose d'une plaque ou d'une affiche (format A3 minimum), dans un lieu aisément visible du public, à compter de la notification de l'octroi de la subvention et au moins jusqu'au paiement du solde de la subvention FEADER est obligatoire, par ailleurs, le bénéficiaire s'engage à mentionner la participation de l'Union européenne dans toute publication concernant le projet aidé (manifestation diverse, article presse, site internet...). Cf. site internet de la Région Grand Est <https://www.grandest.fr/europe-grandest/> - partie Kit de publicité

SIGNATURE DES ENGAGEMENTS

Je, soussigné, _____ (représentant légal de la structure sollicitant la subvention FEADER) reconnaît avoir lu les engagements ci-dessus et m'engage à les respecter.

Fait à _____ le ____ / ____ / ____

Nom, prénom et qualité du demandeur (représentant légal de la structure sollicitant l'aide) :

Signature(s) du demandeur (représentant légal de la structure sollicitant la subvention FEADER)

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'administration,

j'autorise

je n'autorise pas ⁽²⁾

l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant.

⁽²⁾ Dans ce cas, je suis informé qu'il me faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque nouvelle demande d'aide. Toutefois, cette option ne fait pas obstacle aux contrôles et investigations que l'administration doit engager afin de procéder aux vérifications habituelles découlant de l'application des réglementations européennes et nationales.

Investissements en faveur des infrastructures forestières

Annexes au formulaire de candidature 2021

A remplir et à joindre au dossier de candidature datées et signées *

(*) attention : tous les blocs signatures même ceux des pages pour lesquelles vous n'êtes pas concerné(s) doivent être complétés, datés et signés

Annexe 1 : Récapitulatifs des dépenses prévisionnelles

Annexe 2 : Grille de sélection du dossier de demande d'aide

Annexe 3 : Aides *de minimis*

Annexe 4 : Attestation sur l'honneur portant sur le respect des obligations légales, administratives, sociales, fiscales et comptable

ANNEXE 2

GRILLE DE SELECTION DU DOSSIER DE DEMANDE D'AIDE

En 2021, les dossiers de demande d'aide sont sélectionnés dans le cadre d'un **appel à candidatures**. Un principe de sélection est mis en œuvre dans le respect du règlement européen de développement rural. Dans le cadre de cet appel à candidatures, tout projet sollicitant une aide financière du FEADER fait l'objet d'une sélection pour répondre aux besoins stratégiques du PDR et atteindre les objectifs fixés. La grille ci-dessous permet l'attribution d'une cotation et le classement des dossiers par le guichet unique – service instructeur.

Remplir la grille ci-dessous en inscrivant vos réponses **dans les cases jaunes**. Tous les critères doivent **obligatoirement** être renseignés.

Selon les critères, les réponses seront des chiffres (exemple : Installation-préservation et/ou création d'emploi : nombre d'emplois) ou une réponse par oui/non (exemple : démarches collectives)

Pour chaque critère coché, le(s) justificatif(s) inhérent(s) est (sont) attendu(s) en appui de la demande

4.3.1 Cotation globale du dossier de demande d'aide	
Nom :	Numéro dossier:
Caractère collectif du projet de desserte (cadre du portage)	/4
Projet individuel ou porté par un GF ou un SIGF	
Projet collectif porté par un OGEC ou propriétaire mandaté	
Projet collectif porté par une structure dédiée (ASA, ASL, ASGF) ou sous DIG	
Projet collectif à 3 propriétaires ou plus (+ 1 point supplémentaire)	
Caractère collectif de la gestion forestière	/3
Groupement Forestier	
Syndicat intercommunal ou syndicat mixte de gestion forestière (SIGF-SMGF) ou groupement syndical forestier (GSF)	
Forêts avec PSG concerté - GIEEF - Association syndicale de gestion forestière (ASGF)	
Impact économique	/8
Volume de bois supplémentaire de 200 m ³ à 1 000m ³	
Volume de bois supplémentaire de 1 000 m ³ à 5 000m ³	
Volume de bois supplémentaire >5 000m ³	
Surface rendue accessible par la desserte < à 1 ha	
Surface rendue accessible par la desserte entre 1 et 5 ha	
Surface rendue accessible par la desserte entre 5 et 10 ha	
Surface rendue accessible par la desserte > à 10 ha	
Minimisation de l'impact environnemental	/5
Adhésion à une démarche d'éco-certification par le propriétaire (ou en cas de projet groupé pour 1/3 de la surface à desservir au moins)	

Je, soussigné, (représentant légal de la structure sollicitant la subvention FEADER) atteste l'exactitude des renseignements ci-dessus.

Fait à _____ le ____/____/____

Nom, prénom et qualité du demandeur (représentant légal de la structure sollicitant l'aide) :

Signature(s) du demandeur (représentant légal de la structure sollicitant la subvention FEADER) :

ANNEXE 3

Pour compléter ce formulaire se référer à l'annexe 4 de l'AAC 2021 - Déclaration des aides de minimis

DECLARATION DES AIDES PLACÉES SOUS LE RÉGLEMENT DE MINIMIS N° 1407/2013 DE LA COMMISSION DU 18 DÉCEMBRE 2013

Je suis informé(e) que la présente aide relève du régime « de minimis », conformément au règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis, publié au Journal officiel de l'Union européenne L 352 du 24 décembre 2013.

J'atteste sur l'honneur :

- **A) avoir perçu** (décision d'octroi ou paiement) au cours de l'exercice fiscal en cours et des deux exercices fiscaux précédents la somme totale inscrite dans le tableau ci-dessous au titre des aides dites « **de minimis** » **entreprise** (en référence au règlement (UE) n° 1407/2013) :

Intitulé de l'aide	Numéro SIREN de l'entreprise bénéficiaire (9 chiffres) ¹	Date de la décision d'octroi (ou date de paiement si absence de décision)	Montant figurant dans la décision d'octroi (ou montant perçu si absence de décision)
Total (A) des montants d'aides de minimis entreprise déjà perçus			Total (A) = €

- **B) avoir demandé mais pas encore reçu** la décision correspondante ni le paiement relatifs à la somme totale inscrite dans le tableau ci-dessous au titre des aides dites « **de minimis** » **entreprise** (en référence au règlement (UE) n° 1407/2013).

Intitulé de l'aide	Numéro SIREN de l'entreprise bénéficiaire (9 chiffres) ¹	Date de la demande	Montant demandé
Total (B) des montants d'aides de minimis entreprise déjà demandés mais pas encore reçus			Total (B) = €

- **C) demander, dans le présent formulaire, une aide** relevant du régime « **de minimis** » **entreprise** (règlement (UE) n° 1407/2013) :

Montant (C) de l'aide demandée dans le présent formulaire	(C) =	€
---	--------------	---

Total [(A)+(B)+(C)] des montants à comptabiliser sous le plafond de minimis entreprise	(A)+(B)+(C) =	€
Dates de démarrage et clôture de l'exercice fiscal		

Si la somme totale des montants d'aides « de minimis » entreprise perçus et demandés [(A)+(B)+(C)] excède 200 000 €, l'aide sera attribuée dans le cadre du régime exempté d'aide d'Etat n° SA 41595 (2016/N-2).

(suite)

Cocher la case correspondant à votre situation :

Je déclare avoir mentionné sur la présente annexe l'ensemble des aides *de minimis* entreprise reçues au cours de l'exercice fiscal en cours et des deux exercices fiscaux précédents

Je m'engage à conserver tout document permettant de vérifier l'exactitude de la présente déclaration pendant 10 exercices fiscaux à compter du versement de l'aide demandée

J'atteste sur l'honneur ne pas avoir reçu d'aides de minimis au titre d'autres règlements de minimis (règlements de minimis agricole, de minimis pêche ou de minimis SIEG)

ou

J'atteste sur l'honneur avoir reçu, ou demandé mais pas encore reçu, des aides de minimis au titre d'autres règlements de minimis (règlements de minimis agricole, de minimis pêche ou de minimis SIEG). **Dans ce cas je complète également les tableaux des pages suivantes du formulaire.**

Je, soussigné, _____ (représentant légal de la structure sollicitant la subvention FEADER) atteste l'exactitude des renseignements ci-dessus.

Fait à _____ le ____/____/____

Nom, prénom et qualité du demandeur (représentant légal de la structure sollicitant l'aide) :

Signature(s) du demandeur (représentant légal de la structure sollicitant la subvention FEADER) :

Les informations sollicitées sont obligatoires. À défaut, votre demande ne pourra pas être traitée.

Complément à remplir obligatoirement et uniquement par les entreprises exerçant en plus des activités éligibles aux aides de minimis entreprise, des activités au titre desquelles elles ont perçu d'autres aides de minimis (agricole, pêche ou SIEG)

- Si mon entreprise exerce, en plus des activités éligibles aux aides *de minimis* entreprise, des activités de **production agricole primaire** au titre desquelles elle a reçu des **aides de minimis « agricole »** (en application des règlements (UE) n° 1408/2013 de la Commission du 18 avril 2013 et n° 2019/316 de la Commission du 21 février 2019 dit « règlements *de minimis agricole* ») :

J'atteste sur l'honneur :

- **D) avoir reçu, et/ou demandé mais pas encore reçu**, au cours de l'exercice fiscal en cours et des deux exercices fiscaux précédents la somme totale inscrite dans le tableau ci-dessous au titre **des aides dites « de minimis » agricole** (en application des règlements (UE) n° 1408/2013 et n° 2019/316) :

Intitulé de l'aide	Numéro SIREN de l'entreprise bénéficiaire (9 chiffres) ²	Date de la décision d'octroi (ou date de paiement si absence de décision) ou de demande de l'aide non encore reçue	Montant figurant dans la décision d'octroi (ou montant payé si absence de décision) ou montant demandé si l'aide n'a pas été encore reçue
Total (D) des aides reçues et/ou demandées mais pas encore reçues au titre du régime d'aides de minimis agricole		Total (D) =	€

- Si mon entreprise exerce, en plus des activités éligibles aux aides de minimis entreprise, des activités dans le **secteur de la pêche et de l'aquaculture** au titre desquelles elle a reçu des **aides de minimis « pêche »** (en application du règlement (UE) n° 717/2014, dit « règlement de minimis pêche ») :

J'atteste sur l'honneur :

- **E) avoir reçu, et/ou demandé mais pas encore reçu**, au cours de l'exercice fiscal en cours et des deux exercices fiscaux précédents la somme totale inscrite dans le tableau ci-dessous au titre **des aides dites « de minimis » pêche** (en application du règlement (UE) n° 717/2014) :

Intitulé de l'aide	Numéro SIREN de l'entreprise bénéficiaire (9 chiffres) ²	Date de la décision d'octroi (ou date de paiement si absence de décision) ou de demande de l'aide non encore reçue	Montant figurant dans la décision d'octroi (ou montant payé si absence de décision) ou montant demandé si l'aide n'a pas été encore reçue
Montant (E) des aides reçues et/ou demandées mais pas encore reçues au titre du régime d'aides de minimis pêche		Total (E) =	€

Total des montants des aides <i>de minimis</i> entreprise [(A)+(B)+(C)] en et agricole (D) et pêche (E)	[(A)+(B)+(C)+(D)+(E)]	€
---	-----------------------	---

Si la somme totale des montants d'aides « de minimis » entreprise perçus et demandés [(A)+(B)+(C)+(D)+(E)] excède 200 000 €, l'aide sera attribuée dans le cadre du régime exempté d'aide d'Etat n° SA 41595 (2016/N-2).

⁽²⁾ Le plafond d'aides de minimis agricole est comptabilisé par « entreprise unique ». La notion d'« entreprise unique » est définie dans la notice explicative en annexe 4 de l'Appel à candidatures 2021 (paragraphe 3). Il convient d'inscrire également dans ces tableaux les aides de minimis considérées comme transférées à votre entreprise en cas d'acquisition, de fusion ou de scission d'entreprise (cf. annexe 4 de l'appel à candidatures, paragraphe 2).

(suite)

- **S'il a été confié à mon entreprise un service d'intérêt économique général (SIEG)** au titre duquel elle a reçu des aides de minimis « SIEG » (en application du règlement (UE) n°360/2012 de la Commission du 25 avril 2012 dit « règlement de minimis SIEG ») :

J'atteste sur l'honneur :

- **F) avoir reçu, et/ou demandé mais pas encore reçu**, au cours de l'exercice fiscal en cours et des deux exercices fiscaux précédents la somme totale inscrite dans le tableau ci-dessous au titre **des aides dites « de minimis » SIEG** (en application du règlement (UE) n° 360/2012) :

Intitulé de l'aide	Numéro SIREN de l'entreprise bénéficiaire (9 chiffres)	Date de la décision d'octroi (ou date de paiement si absence de décision) ou de demande de l'aide non encore reçue	Montant figurant dans la décision d'octroi (ou montant payé si absence de décision) ou montant demandée si l'aide n'a pas été encore reçue
Total (F) des aides reçues et/ou demandées au titre du régime d'aides de minimis SIEG		Total (F) =	€

Total des montants des aides <i>de minimis</i> entreprise [(A)+(B)+(C)] en et agricole (D) et pêche (E) et SIEG (F)	[(A)+(B)+(C)+(D)+(E)+(F)]	€
---	---------------------------	----------

Si la somme totale des montants d'aides « de minimis » entreprise perçus et demandés [(A)+(B)+(C)+(D)+(E)+(F)] excède 200 000 €, l'aide sera attribuée dans le cadre du régime exempté d'aide d'Etat n° SA 41595 (2016/N-2).

Cocher la case correspondant à votre situation :

Je déclare avoir mentionné sur la présente annexe l'ensemble des aides *de minimis* reçues au cours de l'exercice fiscal en cours et des deux exercices fiscaux précédents

Je m'engage à conserver tout document permettant de vérifier l'exactitude de la présente déclaration pendant 10 exercices fiscaux à compter du versement de l'aide demandée

Je, soussigné, _____ (représentant légal de la structure sollicitant la subvention FEADER) atteste l'exactitude des renseignements ci-dessus.

Fait à _____ le ____ / ____ / ____

Nom, prénom et qualité du demandeur (représentant légal de la structure sollicitant l'aide) :

Signature(s) du demandeur (représentant légal de la structure sollicitant la subvention FEADER) :

Les informations sollicitées sont obligatoires. À défaut, votre demande ne pourra pas être traitée.

